

**Bruno Tertrais**

Maître de recherche à la Fondation pour  
la Recherche Stratégique

## La révolution pétrolière américaine : quelles conséquences stratégiques ?<sup>1</sup>

(avril 2013)

### Résumé

La révolution énergétique américaine aura des conséquences profondes sur l'économie nationale et les marchés mondiaux. Quelles sont les conséquences stratégiques de cette évolution ? Certains suggèrent que la politique américaine au Moyen-Orient pourrait en être bouleversée. Il n'en est rien.

### Abstract

*The US energy revolution will have profound and longstanding repercussions on its national economy and on the world market. What are the strategic consequences of this evolution? Some have suggested that US policy in the Middle East could undergo a deep transformation. Don't hold your breath.*

Un cycle stratégique d'une décennie s'est conclu fin 2011, avec la mort d'Oussama ben Laden et le retrait des dernières forces américaines d'Irak. Quelques mois plus tard, les Etats-Unis ont annoncé qu'ils allaient « rééquilibrer » leur stratégie vers l'Asie. Derrière ces événements géopolitiques très médiatisés, une autre évolution majeure, moins visible, est en cours : la réduction rapide de la dépendance énergétique des Etats-Unis vis-à-vis de l'étranger. Pris ensemble, ces trois événements annoncent une ère stratégique nouvelle. Mais cela ne signifie nullement que Washington s'apprête à abandonner le Moyen-Orient.

---

1. Une version légèrement différente de ce texte est parue sous le titre « La révolution pétrolière américaine », in Frédéric Encel (dir.), *Perspectives Energétiques*, Paris, Chaire de Management des risques énergétiques de l'ESG Management School, Ellipses, 2013.

Depuis quelques années, les Etats-Unis ont considérablement développé leur production nationale d'hydrocarbures (pétrole et gaz). Les prix relativement élevés du pétrole et du gaz et l'évolution des technologies rendent plus accessibles des gisements dont l'exploitation était autrefois hors de portée, financièrement ou techniquement. Il s'agit en particulier des hydrocarbures contenus dans les schistes. Mais, dans le même temps, l'Amérique a réussi à réduire notablement sa consommation (même en tenant compte de la baisse conjoncturelle de la demande due à la crise économique), et aussi, parallèlement à accroître ses exportations. Au résultat, la balance énergétique du pays est en train de se transformer rapidement.

On a beaucoup parlé de l'augmentation remarquable, ces dernières années, de la production américaine de gaz de schiste, qui est en train de faire des Etats-Unis un nouveau « géant gazier ». On a moins parlé des évolutions en cours dans le domaine pétrolier.

Le pétrole représente aujourd'hui environ 40 % des besoins énergétiques américains (94% dans les transports). Les Etats-Unis en étaient devenus un importateur net dès la fin des années 1940. Ils en restent aujourd'hui le premier importateur mondial, mais la Chine va bientôt les dépasser.

On peut résumer à grands traits les bouleversements en cours dans le domaine pétrolier en prenant comme point de comparaison l'année 2005, soit quelques semaines avant que le président Bush ne dénonce devant le Congrès, de manière particulièrement forte, « l'addiction » de l'Amérique au pétrole.

Depuis 2005, les importations nettes de pétrole – importations moins exportations – ont chuté d'un tiers, passant de 12,5 à 8,4 millions de barils par jour (MBJ). C'est le plus bas niveau depuis 1995. Elles représentent désormais 45 % de la consommation nationale, contre 60 % en 2005, soit un niveau équivalent à ce qu'il était lors du deuxième choc pétrolier, à la fin des années 1970. La plupart des prospectivistes estiment que 60 % est un « pic » que l'on ne retrouvera pas à échéance prévisible, et que la tendance à la baisse va se poursuivre, avec un taux de moins de 40 % en 2020, donc équivalent à ce qu'il était en 1973.

Les importations brutes de pétrole – sans prendre en compte les exportations – ont, quant à elles, baissé de 17 %. Un tiers du pétrole importé par les Etats-Unis provient du Canada et du Mexique.

La baisse de ces importations brutes s'explique par la conjonction d'une forte augmentation de

la production nationale, de 24 % depuis, alors que, dans le même temps, la consommation a diminué de 9 %. Le premier phénomène est dû à l'accroissement de la production des pétroles non conventionnels – notamment les pétroles dits « de réservoir compact » et ceux qui sont issus des schistes – ainsi que du développement de l'offshore profond. (Pour être rentable, la production de ces pétroles suppose un prix du baril supérieur à 60 dollars.) Elle pourrait dépasser largement les 10 MBJ dans les années 2020. Le second n'est que partiellement dû au ralentissement de l'activité économique des années 2008-2011, puisqu'il a commencé dès 2006. Il est d'abord et avant tout le fruit des économies d'énergie (véhicules plus efficaces, évolution des modes de consommation...), et de la place croissante prise par les biocarburants (éthanol, biodiesel).

La baisse significative des importations nettes (un tiers depuis 2005) s'explique par le fait que les exportations de produits pétroliers ont plus que doublé dans la période considérée, en raison de la hausse de l'exportation de diesel, de fuel et d'essence, essentiellement vers le Mexique et le Canada. Cette hausse est rendue possible par la réduction de la demande (qui libère les capacités de raffinage), et par la modernisation des techniques de raffinage (qui permet une hausse de la production). Pour la première fois depuis 1949, les Etats-Unis étaient, en 2011, exportateurs nets de produits pétroliers.

L'évolution est d'autant plus importante que l'Amérique, depuis la fin de la Guerre froide, a parallèlement réduit sa dépendance relative au regard du pétrole moyen-oriental. Les importations nettes en provenance du Golfe arabo-persique représentaient 27,4 % du total de ces importations en 1990, et seulement 22 % en 2011 (16 % en proportion des importations brutes), soit environ 10 % seulement de leur consommation. Jusqu'à présent, cette réduction était essentiellement due à la diversification des importations américaines : moins de pétrole du Golfe, davantage de pétrole du Canada, du Nigéria, d'Algérie, et du Brésil. L'augmentation rapide de la production nord-américaine et l'accès à de nouvelles sources (Afrique notamment) garantiront la poursuite de sa décroissance.

Autrement dit : plus de quarante ans après que Richard Nixon l'ait souhaité au lendemain du premier choc pétrolier, l'Amérique est en passe de rétablir sa sécurité énergétique. Vers 2030, elle pourrait avoir réduit la part de ses importations dans sa consommation énergétique totale à 11 %, si l'on en croit les projections de l'*Energy Information Administration* (EIA). D'autres prévisions la voient devenir indépendante (et exporter

tatrice) au cours de la décennie 2020.

Ceci n'ira pas sans controverses politiques, comme on l'a vu au cours de la dernière décennie à propos des forages en Alaska, ainsi qu'avec l'accident de la plateforme Deepwater Horizon. Plus récemment, le débat a porté sur la pertinence de la construction d'un pipeline géant (Keystone XL) qui amènerait le pétrole issu des sables bitumineux de l'Alberta vers les Etats-Unis, jusqu'aux raffineries du Golfe du Mexique. Mais il est difficile de croire que les préoccupations environnementales feront obstacle à ces opportunités économiques, surtout au vu de l'augmentation du prix de l'essence à la pompe. Le président Obama a d'ailleurs décidé en mars 2012 d'autoriser la construction du tronçon méridional du pipeline Keystone XL.

Mais le changement de la place des Etats-Unis dans la géopolitique des hydrocarbures ne va pas bouleverser complètement le rôle de l'Amérique au Moyen-Orient. En effet, leur intérêt pour le marché pétrolier mondial, et pour les pays producteurs du Golfe arabo-persique, est tout autant, voire davantage, politique qu'économique. En 1991, par exemple, l'intervention contre l'Irak avait été justifiée par le caractère inacceptable de l'annexion d'un pays membre de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et de la possibilité de voir l'Irak envahir l'Arabie saoudite – ce qui aurait été un séisme géostratégique – et enfin par le besoin de rassurer les pays alliés des Etats-Unis sur la volonté américaine de les défendre. Aujourd'hui, l'intérêt américain pour le Moyen-Orient reste entier, ne serait-ce qu'en raison de la permanence de la menace terroriste, de l'alliance avec Israël, et évidemment de la question nucléaire iranienne. Par ailleurs, le rôle américain de fournisseur d'un « bien public mondial », la liberté de navigation dans le Golfe, reste intact. L'Amérique y restera présente sous des formes diverses : forces navales, bases permanentes, coopération militaire, défenses anti-missiles, etc. Et en cas de crise majeure, le Pacific Command (Asie-Pacifique) sert de réservoir de forces au Central Command (Moyen-Orient).

Autrement dit : même si les Etats-Unis devaient ne plus importer une seule goutte de pétrole du

Moyen-Orient – ce qui n'arrivera sans doute pas, car celui-ci reste particulièrement peu onéreux – ils continueraient d'être engagés fortement dans la sécurité de la région. Mais ils le seront sans doute plus librement que cela n'a été le cas durant les quatre dernières décennies.

Il convient également de noter que la place de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) dans le marché mondial ne va pas décliner. En effet, c'est dans ces pays – au premier rang desquels l'Arabie saoudite – que se trouvent les réserves les plus importantes de pétroles conventionnels. C'est pour cela que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit que la part de l'OPEP dans l'offre pétrolière devrait croître dans les prochaines années, pour en représenter plus de la moitié vers 2030.

Au fond, la conséquence stratégique principale de cette révolution en cours est plutôt d'affaiblir la thèse en vogue du « déclinisme » aux Etats-Unis : elle ajoute un atout à la liste déjà longue dont dispose l'Amérique au regard des géants asiatiques émergents. Déjà favorisée sur le plan géographique et démographique, encore pour longtemps dominante sur le plan militaire et scientifique, elle apparaît désormais mieux préparée que ses concurrents pour supporter les chocs économiques de l'avenir et mieux armée qu'eux pour affronter les défis stratégiques du siècle qui commence.

\*

La rapidité de la transformation énergétique américaine – qui, encore une fois, concerne tout autant le gaz que le pétrole – suscite une dernière leçon : celle de la modestie en prospective, fût-ce dans un domaine qui s'y prête pourtant mieux que d'autres. En 2005, l'Agence internationale de l'énergie envisageait qu'à l'échéance 2025, l'Amérique importerait chaque année près de 20 MBJ de pétrole. En 2012, cette prévision a été réduite à... moins de 8 BPJ. Un autre exemple d'excès de catastrophisme, qui dans le domaine des ressources naturelles reste trop souvent la règle, même s'il a toujours été démenti par les faits.◇

---

*Les opinions exprimées ici  
n'engagent que la responsabilité  
de leur auteur.*

### **Auteur**

Bruno Tertrais est maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique. Ses domaines de compétence sont notamment la politique extérieure américaine, les questions stratégiques en Asie, les crises et les conflits, et les questions nucléaires. En 2012-2013, il était membre de la Commission sur le *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale*.

[b.tertrais@frstrategie.org](mailto:b.tertrais@frstrategie.org)

### **Les dernières Notes de la FRS**

- Noël Stott, Africa and the Chemical Weapons Convention, note n° 08/13, Avril 2013
- Jaclyn Tandler, Known and Unknowns: President Obama's Lethal Drone Doctrine, n° 07/13, Avril 2013.
- Igor Delanoë, Le partenariat stratégique russo-syrien : la clef du dispositif naval russe en Méditerranée, note n° 06/13, mars 2013

Retrouvez toute l'actualité et les publications de la Fondation pour la Recherche Stratégique sur

[WWW.FRSTRATEGIE.ORG](http://WWW.FRSTRATEGIE.ORG)